

Domaine Public

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse
Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

<https://www.domainepublic.ch/edp>

Les enjeux de l'exode vers une vie meilleure vie

Un retour aux bases des questions d'émigration et d'immigration, à partir des travaux de l'économiste Paul Collier (1 / 2)

[Wolf Linder](#) | 30 septembre 2017 | DP [2179](#)

Les réfugiés font les gros titres de la presse. L'immigration suscite des débats chargés d'émotion alors que les pouvoirs politiques se contentent de réagir avec retard, le plus souvent sans apporter de réponses satisfaisantes.

Rares sont les analyses objectives d'un phénomène qui voit des millions de personnes choisir l'exil dans l'espoir d'une vie meilleure. Rares aussi les études sérieuses de l'impact de la migration sur les pays pauvres, les pays de destination et les migrants eux-mêmes.

Parmi les publications les plus intéressantes, celles de l'économiste Paul Collier, de l'Université d'Oxford, qui étudie depuis de nombreuses années la situation économique, sociale et politique des pays africains. Ses ouvrages, [The Bottom Billion](#), [Why the Poorest Countries are Failing and What Can Be Done About It](#) (2008) et [Exodus: How Migration is Changing Our World](#) (2013) sont des *bestsellers* pas encore traduits en français. Nous en proposons une présentation succincte en deux temps: l'exode d'abord et les réfugiés dans un article ultérieur.

Collier nous rappelle que le phénomène migratoire dépasse largement le flux des réfugiés quittant les pays pauvres pour les pays riches. Si l'émigration, légale ou non, dépend largement d'événements tels que les guerres et les catastrophes naturelles, elle trouve sa source dans des facteurs structurels et durables. La pauvreté n'est pas seule en cause. Des institutions et un modèle social défaillants, qui ne laissent guère l'espoir d'un avenir meilleur, poussent à l'exil.

Ces conditions ne vont pas changer à court terme. D'où la persistance de la migration à sens unique, principalement du sud vers le nord. Un autre économiste, [Branko Milanovic](#), a formulé les termes de l'alternative: ou les gens des pays pauvres migrent vers les pays riches ou les pays pauvres deviennent plus riches.

Les conséquences à long terme de la migration globale

Pour Collier, les migrants sortent incontestablement gagnants de l'exil. Certes, ils paient l'intégration à une nouvelle société par le renoncement à une part de leur culture. Mais, malgré les difficultés voire les discriminations qui attendent la première génération, la plupart des migrants, grâce à leurs efforts personnels et aux chances offertes par le marché du travail et les services publics, parviennent à leur but: mener une vie meilleure, plus ou moins comparable à celle des indigènes.

En revanche, pour les pays d'émigration, le bilan est plutôt négatif. Certes, ils profitent de l'argent versé par les émigrés à leur famille. Cette somme, estimée à 400 milliards de dollars par an, est supérieure aux aides reçues par ces mêmes pays au titre de la coopération et du développement. Mais elle ne représente qu'une faible proportion, de l'ordre de 6 à 10%, des dépenses d'un ménage.

Néanmoins l'exode induit une perte de productivité. En général, ce sont des personnes relativement mieux qualifiées qui quittent leur pays. Le médecin africain peut gagner dix fois plus à Londres, mais il manque à son pays d'origine. La fuite des cerveaux, du moins pour les petits pays, se fait au détriment des conditions de vie des gens qui restent sur place et compromet les chances de développement pour le pays.

Les migrations intra-européennes, favorisées par la libre circulation des personnes provoquent parfois ce même phénomène. Lorsque la Suisse fait appel à des médecins allemands, notre voisin d'Outre-Rhin perd une main-d'œuvre qualifiée dont il a assumé les coûts de formation. Mais plutôt que d'exiger le remboursement de ces coûts, Berlin fait venir des médecins roumains (on estime que 20'000 d'entre eux ont quitté le pays depuis 1990). Par contre la Roumanie, qui connaît les salaires les plus bas de l'Union européenne, ne peut espérer profiter de la libre circulation pour attirer le personnel médical qui lui manque.

Pour les pays d'accueil, la nature de l'impact dépend de l'importance de l'immigration. Jusqu'à un certain point, l'immigration se révèle positive. Les coûts de l'intégration sont compensés par certains avantages sur le marché du travail: alors que des entreprises engagent la main-d'œuvre étrangère peu qualifiée pour des emplois négligés par les indigènes, d'autres trouvent les spécialistes rares sur le marché.

Cependant, avec une immigration croissante, les bénéfices économiques et socioculturels peuvent disparaître et les chances d'une intégration réussie diminuer.

Plus une communauté particulière d'immigrants est nombreuse et plus la différence culturelle avec le pays d'accueil est importante, plus fortes deviennent les incitations à rester «*en famille*» et à maintenir les mœurs, les coutumes et le modèle social du pays d'origine. La confiance et le respect mutuel entre immigrants et autochtones faiblissent. Le conflit social se développe non seulement entre eux, mais divise également les indigènes. Parmi ces derniers, une partie se montre moins disposée à partager les prestations de l'Etat social et les coûts croissants de l'intégration des immigrants et voit son propre modèle social compromis.

Pourtant ces difficultés ne changent rien aux facteurs structurels qui incitent à l'exil vers les pays riches. De plus, une importante communauté d'immigrants du même pays rend cette destination encore plus attractive. Il n'existe donc pas un point d'équilibre à partir duquel l'immigration s'arrête lorsque les conditions de l'intégration et la cohésion sociale se dégradent. C'est pourquoi Collier estime justifiée la politique des pays classiques d'immigration: les Etats-Unis, l'Australie ou le Canada, tous limitent depuis longtemps l'immigration par le droit et par des quotas.

Pour une politique de la migration équilibrée

Défendant le droit de chaque Etat à limiter l'immigration, Collier plaide pour une politique de migration qui considère les intérêts des trois parties impliquées: les pays d'émigration et d'accueil ainsi que les migrants.

D'un point de vue éthique, il n'est pas facile de définir les critères de sélection des migrants (compétences professionnelles, capacité d'intégration sociale). Par ailleurs le droit des réfugiés pose des problèmes particuliers (voir l'article suivant). Enfin l'immigration clandestine est présente dans la plupart des pays industriels.

Y a-t-il des critères satisfaisants du point de vue de l'équité pour une légalisation partielle, ou le tirage au sort est-il plus juste? Les analyses et propositions de Collier, basées sur l'expérience de nombreux pays, restent plutôt abstraites. Mais elles nous confrontent aux questions fondamentales de toute politique de migration: celles des inégalités économiques et

des chances d'amélioration de son existence. Ces inégalités se réduisent pour les migrants, mais rarement entre les pays pauvres et riches.